

Question d'Europe  
n°640  
26 septembre 2022

# Nationalisme, souverainisme, virilisme : aux sources de la guerre russe contre l'Ukraine

François HUBLET

[1] Voir [déclaration du 9 mai 1950](#) de Robert Schuman

[2] Theodor W. Adorno, *Erziehung zur Mündigkeit, Suhrkamp Verlag, 2013 [1971], p. 104.*

[3] Immanuel Kant, *De la paix perpétuelle, premier article préliminaire.*

[4] Sur cette doctrine, lire par exemple le texte de l'idéologue du Kremlin Vladislav Sourkov, *L'État long de Poutine (Долгое государство Путина), Независимая Газета (Nezavisimaya Gazeta), 2019, traduit en français par Galia Ackerman, Pierre Bonnet et Théo Lefloch; l'article signé de Vladimir Poutine, *De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens (Об историческом единстве русских и украинцев), en juillet 2021, dont une traduction française a été produite par l'ambassade de Russie en France; et le discours du 21 février, dont une traduction française commentée a été donnée par Milàn Czerny.**

[5] Le terme est repris à Emil Pain, « The imperial syndrome and its influence on Russian nationalism », in Kolsø et Blakkisrud, *The New Russian Nationalism: Imperialism, Ethnicity and Authoritarianism 2000-2015, Edinburgh University Press, 2016. Voir aussi Neil Marvin, « Nationalist and Imperial Thinking Define Putin's Vision for Russia », RUSI, 2022.*

[6] P. Caussat, D. Adamski et M. Crépon, *La langue, source de la nation. Messianismes séculiers en Europe centrale et orientale (du XVIIIe au XXe siècle), Sprimont, 1996.*

[7] Jean-Benoît Poulle, « La guerre sainte de Poutine », *Le Grand Continent, 7 mars 2022.*

Parce que la guerre est la négation ultime de toute autonomie, de toute liberté et *a fortiori* de toute démocratie, le maintien de la paix est la première des nécessités politiques. L'Europe des années 1950[1] ne le savait que trop bien. A l'âge industriel, l'éducation à la paix et à la tolérance est devenue la condition de la survie de l'humanité : « *tout enseignement politique doit avoir pour centre l'exigence qu'Auschwitz ne puisse se reproduire*[2] », non seulement parce que l'horreur est imprescriptible, mais parce que, à défaut d'une éducation conséquente, elle est destinée à se reproduire et à emporter avec elle toute la civilisation dans laquelle elle prend racine.

Avec la guerre revenue, la question de l'éducation collective ne saurait être éludée. Les schémas mentaux qui ont conduit - directement ou indirectement - aux massacres en Ukraine devront faire l'objet d'une profonde remise en cause, sous peine d'oblitérer par avance toute paix future car « *nul traité de paix ne peut être considéré comme tel, si l'on s'y réserve secrètement quelque sujet de recommencer la guerre*[3] ».

## LA GRANDE GUERRE NATIONALE DE POUTINE

L'invasion décrétée le 24 février 2022 par Vladimir Poutine est la dernière étape en date d'une élaboration idéologique structurée, s'appuyant sur un édifice doctrinal patiemment établi au cours des deux dernières décennies[4]. De manière évidente depuis l'invasion de la Crimée en 2014, le président russe développe une vision de l'histoire combinant néo-

impérialisme et ethno-nationalisme en un nouvel nationalisme impérial[5].

Cette Russie - prenant ses racines mythiques à la fois dans la Rus' de Kiev, dans l'Empire des tsars et dans la puissance mondiale de l'Union soviétique gouvernée depuis Moscou - aurait un destin, une mission, une grandeur. Elle aurait aussi un *peuple (narod)* définitivement constitué par l'histoire : non seulement les citoyens russes, mais aussi tous les russophones et les autres populations parlant un idiome du groupe slave oriental, dont l'ukrainien (appelé « petit-russe » par les nationalistes poutiniens) et le biélorusse (« russe blanc »). Elle aurait sa culture, sa religion (l'orthodoxie du patriarcat de Moscou) et son sentiment d'appartenance, sa solidarité charnelle et spirituelle, son droit à l'existence et sa souveraineté irrévocable et indivisible. Dans la continuité des messianismes politiques d'Europe orientale, souvent fondés sur une mystique de la langue[6], la lutte qu'elle mène est « métaphysique[7] ».

Pour traiter des tentations irrédentistes ou expansionnistes de la Russie contemporaine, la mobilisation des concepts de l'Empire est de loin la plus courante. Ceux-ci sont parfaitement pertinents, tant sur le plan des intentions (révisionnisme, vellétés de conquête) que s'agissant de la domination du centre sur la périphérie, l'exploitation des minorités ethniques et l'extension considérable de l'État russe. La catégorie nationale n'en reste pas moins prééminente dans l'ordre de la logique, l'Empire étant l'outil qui doit donner au peuple russe son espace vital et satisfaire à sa volonté

d'expansion. Selon l'idéologue du Kremlin Vladislav Sourkov, « après que le cadre soviétique s'est écroulé [...], la Russie [...] s'est progressivement rétablie et est retournée à sa condition naturelle [...] : celle d'une grande communauté de peuples en expansion, qui continue de rassembler des terres. [...] Les épreuves que l'État russe a endurées et qu'il endure encore ont montré que ce modèle de fonctionnement politique spécifique et organique constitue un moyen efficace de survie et d'ascension de la nation russe[8] ».

Dans le cas de la Russie, l'élément national, qui proclame l'unité des Slaves orthodoxes au sein d'un grand État dirigé depuis Moscou, ainsi que l'élément impérial, qui justifie l'extension de cet État aux immenses territoires eurasiens qu'il a historiquement administrés, se conditionnent mutuellement en pratique : d'un côté, l'unité à la fois réelle et fantasmée des russophones de Kaliningrad à Vladivostok est la clef de la survie d'un État immense, dont la politique de puissance est plus que jamais dépendante de sa capacité de mobilisation idéologique ; de l'autre, les ressources de la Fédération russe assurent à sa « nation titulaire » sa grandeur et sa prospérité – un terrible euphémisme à l'heure où la conscription forcée déclarée par le Kremlin touche, de manière disproportionnée, les minorités ethniques.

Mais l'impulsion vient d'abord du centre, suivant un schéma bien connu : l'expansionnisme des idéologies du XXe siècle et l'avidité des impérialismes européens avaient leurs racines dans un mouvement d'accroissement de la puissance, des richesses et de la gloire de la « race », de la nation et des métropoles. C'est le nationalisme qui justifie moralement et politiquement l'impérialisme, et non l'inverse.

Or, après la chute de l'URSS, la Russie réduite à elle-même s'est repliée sur le principe national, seul résidu moral et culturel de l'effondrement d'un État soviétique qui avait progressivement évolué vers un modèle « national-social[9] ». Quelques années plus tard, ce nationalisme a pu apparaître comme dépourvu d'alternative – il était tout ce qui

restait de commun entre l'héritage du stalinisme, du « socialisme dans un seul pays » et l'ordre mondial nouveau de l'après-guerre froide. L'Allemagne réunifiée, les anciennes républiques soviétiques libérées du joug de Moscou ont fait la démonstration de l'hégémonie de ce principe. Et si certaines voix critiques se firent entendre[10], la masse de l'espace intellectuel et politique européen ne semblait rien avoir à redire à ce retour d'un nationalisme « naturel », spontané (c'est-à-dire culturellement persistant) et en apparence pacifié, qui paraissait s'inscrire dans le récit d'une « fin de l'histoire ».

### TRENTE ANS D'ERRANCE NATIONALE

Or, non seulement les années 1990 furent le théâtre du conflit en ex-Yougoslavie, conséquence directe de ce retour du nationalisme, mais la situation actuelle continue de démontrer le caractère illusoire des discours sur les bienfaits d'un nationalisme pacifique[11]. La recette d'un tel nationalisme est savamment distillée par les tenants de la « nation contre le nationalisme[12] » : le respect mutuel des frontières, la tolérance vis-à-vis des minorités devant permettre une cohabitation pacifique entre les entités nationales. Pourtant, un tel « nationalisme pacifié » présente un risque externe : celui de placer les « intérêts de la nation », tels qu'ils sont perçus subjectivement par sa population ou son chef, au-dessus de ceux de la paix et de l'autonomie. Dans le cas où une guerre peut être subjectivement considérée comme conforme aux intérêts de la nation, le nationalisme peut alors naturellement servir la justification de l'agression.

Or en ce qu'il présente une force de mobilisation considérable des masses de la population, en ce qu'il exige de chaque membre une adhésion et une solidarité totale avec l'action politique dans les moments de danger, le potentiel de destruction du nationalisme – à commencer par sa capacité à la conscription – est proprement démesuré : il sert alors d'amplificateur aux phénomènes violents pilotés par l'État. Le « nationalisme pacifique » ou « modéré » peut être un outil puissant pour organiser la mobilisation politique et, partant, la résistance contre l'agression ; mais ce même

[8] Galia Ackerman et al., *ibid.*

[9] Étienne Balibar, *Nous, citoyens d'Europe ? 2001*, p. 156-160.

[10] On peut penser aux réflexions d'Habermas sur les conditions de l'unification allemande.

[11] Par nationalisme, on entend ici au sens le plus général une doctrine proclamant la nécessité supérieure d'établir ou de maintenir une nation, compris comme un groupe d'individus partageant de manière exclusive une unité politique, un sentiment d'appartenance et une solidarité collective.

[12] La formule a été récemment réinvestie par Gil Delannoi, *La nation contre le nationalisme*, PUF, 2018.

nationalisme fournit aussi aisément le point de départ, la motivation, les arguments et les moyens concrets de la violation de la paix, pour autant qu'il trouve dans la situation sociale et politique ou dans les vices des gouvernants un terrain suffisamment fécond.

À cette tendance générale s'ajoute l'incompatibilité particulière entre l'idéologie nationaliste et la réalité de la situation linguistique, culturelle et démographique. Malgré les exodes massifs, l'Est du continent reste marqué par une situation de mélange et de continuité entre différents groupes ethnolinguistiques. Les États de l'Est européen comptent de 15% à 30% de population non-native de la langue « nationale ». C'est notamment le cas de l'Ukraine, où 30% de la population est russophone, dont une majorité d'habitants de régions du sud et de l'est, mais aussi des trois États baltes[13].

Or, le nationalisme est-européen, dans sa variété « slave », a été depuis l'origine fondé sur des prémisses ethnolinguistiques[14] : le peuple à la base de cette conception de la nation est celui qui parle une langue et qui partage la culture et l'histoire qu'elle véhicule. Selon les époques, cette approche a pu servir à affirmer la singularité des différentes langues slaves ou, au contraire, à fonder l'idée d'un panslavisme « fédéral » implicitement ou explicitement placé sous l'hégémonie russe, comme chez Danilevski (1822-1885). Le nationalisme impérial de la Russie contemporaine en fait la justification ultime de ses velléités de conquête.

Ainsi, susceptible de fournir un cadre idéologique à la violence et de donner à l'État les moyens d'une mobilisation massive, le programme nationaliste s'applique en Russie dans un contexte où sa réalisation effective – ou même seulement la tentation de sa réalisation – ne peut conduire qu'à des tensions majeures.

## LA SOUVERAINÉTÉ AU SERVICE DE LA VIOLENCE

Mais le nationalisme, s'il peut expliquer les schémas mentaux du monde poutinien, n'est pas suffisant

pour expliquer le danger réel que représente son action militaire. La volonté désarmée n'est pas une menace. Or, si la nationalité est à la source de la violence poutinienne et de sa capacité de mobilisation, la souveraineté de l'État est la condition de la réalisation de cette violence.

Depuis le 24 février, la souveraineté a été brandie pour dénoncer le caractère illégal de l'intervention russe. Mais l'impuissance de la communauté internationale d'arrêter cette guerre à ce jour tient précisément à la souveraineté de l'État russe. Non pas sa souveraineté au sens « westphalien » – celle-ci cumulant autorité absolue sur un territoire et, pour l'essentiel, non-intervention dans les affaires d'autres États[15] – mais bien sa souveraineté absolue, soit la capacité matérielle et politique dont il dispose d'agir à l'intérieur comme hors de ses frontières sans en être empêché par aucune instance supérieure.

Les manifestations réelles de la souveraineté poutinienne la rapprochent davantage de la « puissance absolue et perpétuelle » théorisée par Jean Bodin[16] que de sa variante westphalienne.

La crise actuelle révèle une nouvelle fois le caractère inopérant d'un droit international fondé sur le mythe[17] de la souveraineté westphalienne, dans la mesure où elle ne prévoit aucun mécanisme empêchant l'agression armée. Dans un contexte où le droit international voudrait imposer aux États « d'employer leur souveraineté de manière non-souveraine[18] », l'équilibre de la paix est toujours fragile et presque contradictoire : si la souveraineté absolue est barbare, la souveraineté westphalienne est impuissante, rapidement rattrapée par la barbarie.

La même approche nous permet d'observer que l'idéologie nationaliste présente en germe le risque réel de la guerre. Elle peut s'appliquer au souverainisme. Un État souverain, particulièrement s'il est puissant, tentera d'assurer le contrôle effectif de son environnement géopolitique immédiat, de peur que celui-ci exerce sur lui une influence néfaste et contraire à ses intérêts. Lorsque cette possibilité lui en est effectivement donnée, l'obtention de « garanties

[13] Sur la situation des minorités russophones dans les États Baltes, voir Cristina Carpinelli et al. "The citizenship policies of the Baltic States within the EU Framework on Minority Rights". In : *Polish Political Science Yearbook* 48.2 (2019), p. 193-22.

[14] Caussat, Adamski et Crépon, *ibid*, voir aussi Anna Colin Lebedev, *Jamais frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique*, Paris, Seuil, 2022.

[15] Andreas Osiander, "Sovereignty, international relations, and the Westphalian myth." *International organization* 55.2 (2001): 251-287. voir aussi Claire Vergerio, *Au-delà de l'État-nation*, Le Grand Continent, 2021.

[16] Jean Bodin, *Les Six Livres de la République*, Jacques du Puy, 1576, IX. De la souveraineté.

[17] Andreas Osiander, *ibid*.

[18] Panu Minkinen, "The ethos of sovereignty: A critical appraisal." *Human Rights Review* 8.2 (2007): 33-51.

de sécurité » (pour reprendre la tournure révélatrice de la propagande russe) se mue très vite en un effort de domination de son environnement immédiat. Il est donc possible de concevoir des conceptions de la souveraineté « bien comprises » dans lesquelles toute agressivité est exclue ; il n'en reste pas moins que la souveraineté peut être aisément utilisée pour justifier et mettre en œuvre un plan d'agression violente visant à conserver et à étendre cette souveraineté.

La menace nucléaire donne à cette remise en cause une dimension existentielle. La doctrine nucléaire russe, telle que publiée en 2020, indique que « *la Russie se reconnaît le droit d'employer des armes nucléaires [...] quand l'existence de l'État est menacée*[19] ». La formulation est révélatrice : c'est elle qui s'arroge ce droit, en plaçant sa propre perpétuation au-dessus de toute autre fin. Vladimir Poutine avait déclaré en 2018 : « *À quoi nous sert un tel monde si la Russie n'en fait pas partie ?* ». Dans les deux cas, la logique nationaliste et souverainiste, poussée à l'extrémité, subordonne l'existence même du monde à la poursuite de ses propres fins. Les considérations sécuritaires rejoignent ici les considérations écologiques[20] : dans un monde nucléarisé, dans un monde en proie au changement climatique, la souveraineté dans l'ordre externe génère des risques considérables, qu'il est impossible d'ignorer.

## LA GUERRE DES HOMMES

Comme le nationalisme constitue l'origine idéologique de la guerre et le souverainisme son origine juridique, le virilisme constitue son origine sociale.

Ceux qui donnent l'ordre de tuer ne sont que des hommes. Les victimes, elles, sont représentatives de la population du territoire attaqué, et la douleur n'est l'apanage d'aucun genre et d'aucune catégorie sociale. On peut dire, sans exagération, que la guerre actuelle est la guerre des hommes russes, voire de *quelques* hommes russes, contre l'Ukraine. Les soldats de l'armée régulière russe sont pris dans un univers quasi exclusivement masculin, fondé sur un virilisme débridé – comme en témoigne l'imagerie du président russe lui-même[21] –, marqué par

des vexations déguisées en rites initiatiques[22] et drapé dans les oripeaux d'un héroïsme à courte vue.

Le rôle des comités de mères de soldats, ces associations de soutien aux jeunes conscrits, notamment ceux victimes de mauvais traitements, n'en est que plus essentiel, alors que les soldats eux-mêmes sont largement incapables de se défendre. Ils assurent un « service minimum » de décompte des blessés et des morts, alors que l'État russe fournit un appui quasiment inexistant aux familles des victimes militaires. Il n'est donc guère surprenant que l'Union des comités des mères de soldats de Russie ait été, dès 2014, dans le viseur de l'État russe après sa dénonciation des conditions de l'intervention en Crimée. Depuis, certains comités régionaux ont été classifiés sous l'appellation infamante d'« agents de l'étranger », tandis que d'autres ont fait l'objet de l'acharnement des services de l'État. Les Comités continuent d'alerter, mais l'exercice est difficile, étouffé par les autorités et par le manque d'informations, et exposé aux persécutions de l'appareil d'État[23].

La domination des imaginaires virilistes dans le domaine militaire est un pan essentiel du bellicisme russe. Les femmes représentent respectivement 16% des parlementaires russes (21% pour la chambre haute) et 10% de leurs gouvernements, d'après le décompte de [l'Union parlementaire internationale](#), très en-deçà des pays européens mais aussi des résultats obtenus par un certain nombre d'États d'Afrique ou d'Amérique du Sud. L'effet sur la propension belliqueuse de l'État russe d'une surreprésentation d'hommes, adhérent majoritairement à de telles visions virilistes, ne fait guère de doute.

## L'URGENCE D'UN DÉPASSEMENT IDÉOLOGIQUE

Nationalisme – souverainisme – virilisme. Face à cette triade infernale, l'Europe a été prise au dépourvu. La boussole des États européens s'oppose en tout point à celle du Kremlin, et les Européens en sont généralement conscients : les

[19] « *Fondements de la politique d'État de la Fédération de Russie dans le domaine de la dissuasion nucléaire* », Oukaze présidentiel n°355 (Указ Президента РФ "Об Основах государственной политики Российской Федерации в области ядерного сдерживания"), 2020, III, 17.

[20] Développés notamment par Dardot et Laval, op. cit.

[21] Voir Valerie Sperling, *Putin's macho personality cult, Communist and Post-Communist Studies* 49:1, 2016.

[22] *Connue sous le nom de dedovchtchina, la pratique de ce bizutage institutionnalisé comporte également des aspects de violences ethniques. Voir Alena Maklak, Dedovshchina on trial. Some evidence concerning the last Soviet generation of "sons" and "grandfathers". Nationalities Papers* 43.5 (2015): 682-699.

[23] Inna Hartwich, *Soldatenmütter in Russland: Seit drei Wochen Stille*, TAZ, 27 février 2022; *Conscript soldiers are being sent to fight against Ukraine, their relatives say. Here's what their families told Meduza*, Meduza (Медуза), 25 février 2022.

manifestations de soutien régulièrement organisées en Europe pour des élections libres, pour la liberté de la presse, contre les détentions arbitraires et la répression policière en Russie et, de manière plus générale, contre l'impérialisme et l'autoritarisme du gouvernement, témoignent de cette conscience d'une distinction de qualité idéologique et morale entre Moscou et Bruxelles, pour laquelle l'Europe est prête à s'engager.

Sur ces bases, il s'agit désormais pour l'Europe de renouveler sa doctrine internationale. S'étant construite sur la relativisation et la réinterprétation des idées de nation et de souveraineté plus que sur leur abandon, elle est l'outil idéal pour faciliter un dépassement progressif. L'essentiel, avant même de formuler un quelconque objectif d'« *influence* » ou de « *puissance* », est de rappeler quels sont les objectifs supérieurs qui doivent prévaloir à l'avenir, comme ils ont prévalu jusque-là dans la construction européenne : la paix, la démocratie, le droit.

#### **POUR UNE PUISSANCE EUROPÉENNE BIEN COMPRISE**

Il est vital de construire une Europe unie, capable de peser sur les affaires du monde. L'Union européenne doit pouvoir être en mesure de porter ses principes sur la scène mondiale et de s'affirmer comme « une puissance ». La solidarité de l'Europe, sa capacité à se défendre et à s'imposer sur la scène mondiale sont plus que jamais à l'ordre du jour. Mais si le projet européen doit apprendre à vivre et à se développer avec la guerre sur le continent, il ne faut pas oublier qu'il a été conçu d'abord et avant tout pour bâtir la paix, pour dépasser les frontières et les rapports de force : pour dépasser le nationalisme et la souveraineté dans leur acception bodinienne tout du moins.

L'autonomie doit être le projet politique et géopolitique de l'Europe contemporaine. Non pas seulement une [autonomie « stratégique »](#) posée comme moyen d'une action plus proprement européenne, mais une autonomie pensée comme

l'objet de l'action interne et externe de l'Europe. Il convient de parler d'autonomie comme la capacité de chaque groupe et chaque individu à choisir librement son destin. Cette autonomie s'oppose au nationalisme, au souverainisme et au virilisme : les populations n'attendent pas autre chose que la paix, la sécurité et le respect des libertés individuelles et collectives. L'éthique de l'autonomie, au sens large, place l'autodétermination individuelle et collective à la racine de l'action politique, rejetant au second plan les déterminismes culturels et historiques. Elle constitue en cela une extension de l'idée démocratique.

Par ailleurs, il importe de ne pas laisser prospérer dans l'espace public européen, sous l'effet de la guerre en cours, les discours réhabilitant le nationalisme ou le souverainisme comme unique rempart à l'agression, pas plus que ceux effectuant un amalgame entre nationalité, langue et opinion politique, ou entre attitude des États et attitude des individus. La guerre démontre les ravages causés par la poursuite de ces discours et de ces amalgames, et leur élévation au rang de programme politique. Le combat pour l'État de droit et pour le respect des droits de l'Homme ne saurait donc faire l'objet d'aucun compromis à l'intérieur de l'Union européenne, de même qu'il doit être une constante de son action extérieure. La guerre des idées ne pourra être gagnée qu'à ce prix.

Enfin, l'Europe doit prendre pleinement la mesure de sa responsabilité historique vis-à-vis des pays candidats et de ceux de son proche voisinage, européens ou non. Si des adaptations institutionnelles sont nécessaires pour permettre une prise de décision plus souple dans une Union élargie, les promesses d'adhésion ne sauraient rester lettre morte. À défaut de perspectives d'adhésion, le risque d'un retour du nationalisme le plus dur, ou bien d'un glissement dans la sphère d'influence de nouveaux États totalitaires, est réel. Les tensions actuelles en Bosnie-Herzégovine, à la veille d'un scrutin déterminant, ne sont qu'un exemple du danger qui plane sur une partie du voisinage européen. Le rejet du nationalisme, la proposition d'une solidarité et la

## Nationalisme, souverainisme, virilisme : aux sources de la guerre russe contre l'Ukraine

---

perspective d'une intégration seront essentiels pour permettre un dépassement par le haut.

S'il est désormais convenu que l'Europe acquière une capacité militaire opérationnelle commune et qu'elle renforce son architecture de sécurité, il n'est pas pour autant question qu'elle abandonne les concepts fondamentaux sur lesquels elle a été bâtie, ni même qu'elle renonce à les approfondir. Alors que le moment est venu d'une révision générale de ses

concepts géopolitiques, cette révision ne doit pas tendre à diminuer ses ambitions éthiques, mais bien à lui donner les moyens de les réaliser.

Avec, pour objectif fondamental, le retour d'une paix durable en Europe et au-delà.

---

**François Hublet**

Membre du Groupe d'études géopolitiques

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.